

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

CAPITOLE FINANCE – TOFINSO

S.A. au capital de 32 293 310 Euros
Siège social : 2839 La Lauragaise, 31670 Labège
433.952.918 RCS TOULOUSE

A. — Comptes annuels au 31/12/2025.
I. — Bilan publiable non consolidé.
(En Euros.)

Actif	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Caisse, banques centrales, ccp		0	0
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	5 & 7	255 767	217 515
A vue		255 767	217 515
À terme			
Créances sur la clientèle	1 et 4	62 131 284	44 647 156
Autres concours à la clientèle		62 131 284	44 647 156
Obligations et autres titres à revenus fixes		0	0
Participations et autres titres détenus à LT	6	0	0
Parts dans les entreprises liées	6	8 785 300	8 785 300
Crédit-bail et location avec option d'achat	2	918 771 768	819 752 537
Location simple	2	151 645 543	161 177 727
Immobilisations incorporelles	3	4 611 018	4 652 652
Immobilisations corporelles	3	4 730 676	5 615 417
Capital souscrit non versé		0	0
Autres actifs	9	21 950 751	25 306 550
Comptes de régularisation	8	28 460 377	23 238 043
Total actif		1 201 342 484	1 093 392 898

Hors bilan	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Engagements donnés :			
Engagements de financement			
Engagements en faveur de la clientèle	11	44 966 474	44 107 643
Engagements de garantie			
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	11	411 693 205	411 457 449

Passif	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Banques centrales, ccp		0	0
Dettes envers les établissements de crédit	5, 7 & 8	1 022 896 359	918 996 546
A vue		47 305 687	53 177 890
À terme		975 590 672	865 818 656
Opérations avec la clientèle	1	432 570	416 296
Dettes représentées par un titre		0	0
Autres passifs	9	13 406 698	12 418 495
Comptes de régularisations	8	130 155 148	125 165 275
Provisions pour risques et charges		9 205 741	9 366 094
Dettes subordonnées		0	0
FRBG		0	0
Capitaux propres hors FRBG		25 245 968	27 030 193
Capital souscrit	10	32 293 310	32 293 310
Prime fusion	10	352 083	352 083
Réserves	10	66 511	66 511
Écarts de réévaluation			
Subventions investissement		220 508	294 845
Report à nouveau	10	15 244 763	20 016 397
Résultat exercice		-22 931 207	-25 992 952
Total passif		1 201 342 484	1 093 392 898

Hors bilan	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Engagements reçus :			
Engagements de financement			
Engagements reçus établissements de crédit	11	13 836 133	7 813 398
Engagements de garantie			
Engagements reçus établissements de crédit	11	180 746	296 525
Autres engagements reçus	11	36 294 858	31 725 895

II. — Compte de résultat publiable.

	Notes	31/12/2025	31/12/2024
(+) Intérêts et produits assimilés	14	2 461 574	1 613 340
(-) Intérêts et charges assimilées	14	-29 556 028	-25 198 333
(+) Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	14	389 069 674	357 480 823
(-) Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	14	-362 312 317	-339 054 772
(+) Produits sur opérations de location simple	14	99 579 367	105 015 187
(-) Charges sur opérations de location simple	14	-85 313 510	-94 466 180
(+) Revenus des titres à revenu variable		0	0
(+) Commissions	15	2 146	3 107
(-) Commissions	15	-11 809 984	-9 729 245
(+/-) Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		0	0
(+/-) Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement		0	0
(+) Autres produits exploitation bancaire	16	3 035 464	3 543 904
(-) Autres charges d'exploitation bancaire	16	-1 888 462	-2 358 637
Produit net bancaire		3 267 924	-3 150 806
(-) Charges générales d'exploitation	17	-22 928 186	-20 106 191
(-) Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations corporelles et incorporelles		-3 612 649	-3 420 110
Résultat brut d'exploitation		-23 272 910	-26 677 107
(+/-) Coût du risque	18	341 704	684 156
Résultat d'exploitation		-22 931 207	-25 992 952
(+/-) Gains ou pertes sur actifs immobilisés	19	0	0
Résultat courant avant impôt		-22 931 207	-25 992 952
(+/-) Résultat exceptionnel		0	0
(-) Impôt sur les bénéfices		0	0
(+/-) Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées		0	0
Résultat net		-22 931 207	-25 992 952

III. — Annexe.

1. Cadre juridique et financier / faits caractéristiques de l'exercice.

a) Cadre Juridique

La société Capitele Finance-Tofinso, Société Anonyme à Directoire, filiale à 99.99% de la Caisse d'Epargne Midi-Pyrénées, est un établissement de crédits spécialisés principalement dans le crédit-bail mobilier.

La société a été créée le 18/12/2000.

b) Relations financières avec les établissements du réseau

Capitele Finance-Tofinso est une filiale spécialisée d'un réseau financier dont l'organe central est BPCE.

Elle est consolidée et filiale à 100% de la Caisse d'Épargne de Midi-Pyrénées, SA à Directoire, au capital de 640.000.000 euros, immatriculée au R.C.S. de Toulouse 383.354.594 et dont le siège social est situé au 10, avenue James Clerk Maxwell 31100 Toulouse.

Elle a été consolidée pour la première fois dans les comptes de la société mère, la Caisse d'Epargne de Midi-Pyrénées, pour l'exercice 2000

c) Impôt sur les bénéfices

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice.

Les réseaux Caisses d'Epargne et Banques Populaires bénéficient depuis l'exercice 2010 des dispositions de l'article 91 de la loi de finance rectificative pour 2008, qui étend le mécanisme de l'intégration fiscale aux réseaux bancaires mutualistes.

L'établissement a signé avec sa mère intégrante une convention d'intégration fiscale qui lui assure de constater dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale mutualiste.

A ce titre, Capito le Finance-Tofinso a fait bénéficier la Caisse d'Epargne Midi-Pyrénées d'un déficit fiscal reportable cumulé (avant impact du Rabot) au 31/12/2025 de 218 257K€.

d) Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice 2025 dans lequel a évolué Capito le Finance-Tofinso aura été marqué par un contexte macroéconomique fragile et difficilement lisible (instabilité politique, baisse du moral des chefs d'entreprises et frilosité des investissements, hausse des défaillances d'entreprise, hausse du chômage, réactions hétérogènes de la concurrence, etc...).

Malgré cette conjoncture, Capito le Finance-Tofinso s'est inscrit dans une dynamique de sécurisation de ses encours et de ses marges.

L'exercice 2025 aura également été marqué par la migration sous un nouvel environnement informatique comptable. Passage du logiciel ARCOLE vers TAC 3. La mise en production effective a été réalisé sur la clôture d'Avril 2025.

Enfin, une opération d'augmentation / réduction de capital a été réalisé à hauteur de 21 221 318€ (oct. 2025).

2. Informations sur les règles et méthodes comptables.

Note 1. – Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées.

Les comptes individuels annuels de Capito le Finance-Tofinso sont établis et présentés conformément aux règles définies par le BPCE dans le respect du règlement n° 91-01 du Comité de la réglementation bancaire et dans le respect du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Le règlement ANC n°2023-03 a mis en cohérence le règlement ANC n°2014-07 avec certaines dispositions du règlement n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers. Ce règlement a notamment induit, pour les établissements de crédits, la suppression des comptes de transfert de charges.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

a) Immobilisations propres

- Les immobilisations corporelles et incorporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition.
- Les fonds de commerce sont dépréciés sur la base de leur valeur actuelle, c'est-à-dire de la plus élevée de la valeur vénale et de la valeur d'usage. Le fonds de commerce de l'activité Crédit est déprécié à 100%.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonction des durées d'utilisation probables suivantes :

Aménagement, Installations	7 à 15 ans
Mobiliers et matériels spécialisés	5 à 10 ans
Matériels informatiques	3 à 4 ans
Logiciels	3 à 5 ans
Véhicules Société	4 à 5 ans

b) Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Relèvent de cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise car elle permet notamment d'exercer une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices ou d'en assurer le contrôle.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés à leur date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

A la clôture de l'exercice, ils sont individuellement évalués au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de critères tels que le caractère stratégique, la volonté de soutien ou de conservation, le cours de bourse, l'actif net comptable, l'actif net réévalué, des éléments prévisionnels. Les moins values latentes, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus values latentes constatées. Les plus values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de participation et parts dans les entreprises liées ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

c) Créances sur les établissements de crédit

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme.

Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale, augmentée des intérêts courus non échus et nette des dépréciations constituées sur risque de crédit.

d) Les opérations de crédit-bail mobilier

Les loyers sont facturés d'avance et les produits perçus d'avance sont comptabilisés au prorata des jours restant à courir dans les comptes de régularisation.

Certains loyers sont facturés à terme échu et les produits à recevoir correspondants sont comptabilisés au prorata dans les comptes de régularisation.

Les soldes impayés ayant une antériorité supérieure à 3 mois sont reclassés systématiquement en créances douteuses et provisionnés intégralement en tenant compte des garanties.

Les créances contentieuses sont constatées au bilan par l'intermédiaire d'un virement contentieux correspondant à l'indemnité de résiliation, et provisionnées intégralement.

e) Immobilisations en Location

Conformément au règlement ANC N° 2014-03 relatif à la comptabilisation, amortissement, évaluation et dépréciation des actifs ; les immobilisations en location sont à l'actif du bilan pour leur valeur nette. L'amortissement économique varie selon le type de matériel : il peut être linéaire ou dégressif. Les durées d'amortissement retenues sont conformes aux normes de la profession du bailleur.

Néanmoins, les biens d'occasion font l'objet d'un amortissement fiscal linéaire sur 3 ans pour tenir compte de la vétusté de ces biens.

f) Crédits à la clientèle

Les crédits à la clientèle sont inscrits au bilan à leur valeur nominale, nette des provisions constituées.

Les créances douteuses sont déterminées selon les directives de la Commission bancaire.

En particulier, sont reclassés systématiquement en créances douteuses au plus tard à l'issue d'un délai de trois mois, les crédits présentant des retards de règlement. Les créances dont le recouvrement est incertain font l'objet de provisions pour dépréciation, appréciées dossier par dossier ou par méthode statistique lorsque celle-ci est plus appropriée.

Les intérêts sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et intégralement provisionnés.

Au sein des encours douteux, les créances douteuses compromises sont les créances pour lesquelles les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et un passage en perte à terme est envisagé. Les créances échues de leur terme et les créances qui sont douteuses depuis plus d'un an sont qualifiées de créances compromises à moins que le caractère contraire ne soit démontré.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Les créances douteuses sont réinscrites en encours sain quand les règlements reprennent de façon régulière pour le montant correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

g) Charges constatées d'avance

Ce sont des charges enregistrées en comptabilité au cours de l'exercice qui correspondent à des achats de biens ou services dont la fourniture ou la prestation doit intervenir ultérieurement.

h) Indemnités de départ en retraite

Le stock de provision pour départ en retraite est de 296K€ au 31/12/2025. La totalité est constatée au bilan.

La reprise PIDR comptabilisée sur la période est de 17K€.

i) FRBG

Les Fonds pour Risques Bancaires Généraux, constitués dans le cadre de la garantie collective du Groupe des Caisses d'Epargne, sont réalisés par la société mère.

j) Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont établies conformément au règlement ANC N°2014-03 relatif aux passifs. Les provisions sont calculées selon la meilleure estimation du risque concerné à la date de l'arrêté des comptes.

Elles concernent essentiellement :

Typologie	Valeurs en K€			
	31/12/2024	Dotations	Reprises	31/12/2025
Litiges s/ opé. de financement (GEWALD)	186			186
Litiges s/ opé. de financement (GAUSSIN)	0	+500		500
Risque de VR	4 563			4 563
Risque DIETRICH	21			21
Risque SUD PLAISANCE	0	+82		82
Risque SUEZ	480	+13		493
Risque EPDL/PELRAS	83		-83	0
IFRS 9 (S2)	1 949	+1 195	-1 136	2 008
Sectorielle	639	+100	-498	241
Colocataires	0			0
Risque SOLUVAN	800		-800	0
Risque NOIR IVOIRE	0			0
Provisions de passif liées à l'activité	8 721	+1 890	-2 517	8 094
Services extérieurs	0	+502		502
Risque d'exploitation frais de personnel	0			0
Indemnités départ à la retraite	313		-17	296
Litiges RH	330	+200	-215	315
Autres provisions	643	+702	-232	611
Total	9 364	+2 592	-2 749	9 206

k) Dettes envers les établissements de crédit

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme). Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

l) Jetons de présence

Les administrateurs sont rémunérés pour leur fonction par des jetons de présence à hauteur de :

- 12 000€ brut au titre de l'exercice 2024, versés en 2025
- 12 000€ brut, provisionné au titre de l'exercice 2025.

Le versement effectif sur 2026 sera de 11 584€ et se décomposera comme suit :

- o *Christophe LE PAPE, Président du Conseil de Surveillance, 6000 €*
- o *Florence TISSEAU, Membre du Conseil de Surveillance, 2000 €*
- o *Fabien FOUCAT, Membre du Conseil de Surveillance, 2000 €*
- o *Jérôme MOISAN, Membre du Conseil de Surveillance, 1425 €*
- o *Majdi BEN JAMAA, Membre du Conseil de Surveillance, 159 €*

m) Produits constatés d'avance

Les produits constatés correspondent à des opérations enregistrées en comptabilité mais pour lesquelles la société n'a pas encore réalisé les prestations correspondantes.

A la clôture, ils représentent essentiellement des loyers sur opérations de crédit-bail perçus d'avance.

n) Charges d'exploitation

Les achats sont constatés sur la base des livraisons ou la réalisation des prestations de services. A la clôture, la comptabilisation de différents types d'opérations dans des comptes de régularisation actif et passif permet d'assurer le respect du principe de séparation des exercices.

o) Commissions versées et reçues

Suite au règlement n°2009-03 du 3 décembre 2009 relatif à la comptabilisation des commissions reçues par un établissement de crédit et des coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours applicable au 1er janvier 2010, la société procède à l'étalement des commissions reçues et versées sur la durée de vie du contrat.

p) Honoraires Commissaires aux Comptes

Conformément à la lettre de mission, le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat au titre du contrôle légal des comptes s'élève, hors débours, à 71,4K€ HT.

Montants exprimés en K€, hors taxes récupérables et hors débours	2025			2024		
	FORVIS MAZARS	SYGNATURES	%	MAZARS	KPMG	%
Audit légal et SACC - Commissariat aux comptes, examen annuel des comptes individuels et consolidés	35,7	35,7	100%	35,5	35,5	100%
Autres prestations et SACC non rattachés au contrôle légal des comptes annuels (attestation FRU)	0	0	100%	0	0	100%
Total	35,7	35,7	100%	35,5	35,5	100%

Note 2. – Changements de méthodes comptables.

A noter, le changement de méthode comptable induit par l'application du règlement n°2022-06 dont les dispositions ont été retranscrites dans le règlement n° 2023-03.

La NOTE 1 ci-avant reprend les impacts induits à ce changement.

Note 3. – Evénements post-clôture.

Néant.

3. Informations sur les postes de bilan, hors-bilan et comptes de résultat.**Bilan.****Note 1. – Opérations avec la clientèle.**

Actif	N	N-1	Passif	N	N-1
Clients débiteurs			Autres sommes dues	432 570	416 296
Créances sur la clientèle	62 131 284	44 647 156			
Total	62 131 284	44 647 156		432 570	416 296

Répartition des encours de crédit comptes arrêtés au 31/12/2025.

– Créances saines et créances douteuses au 31/12/2025 :

Créances sur la clientèle	Total créances	Créances saines	Créances douteuses + CTX		Dont créances contentieuse	
			Brut	Provisions	Brut	Provisions
Cession de créance	57 429 522	57 429 522				
Crédit Amortissable affecté	4 697 164	4 697 164	48 686	48 686	48 686	48 686
Crédits affectés	4 598	4 598	5 837	5 837	5 837	5 837
	62 131 284					

– Provisions pour dépréciations Actif (en euros) :

Poste d'actifs concernés	Charges	Produits	N-1	Dotations	Reprises	N
Provisions pour dépréciation créance Douteuses et contentieuse	67 120 100	77 120 100	55 319		796	54 523
	67 120 110	77 120 110				
	67 120 200	77 120 200				
	67 120 210	77 120 210			- 796	
Total			55 319		796	54 523

Note 2. – Opérations liées à l'activité de crédit-bail et location simple.

(En euros)	N	N-1
Crédit-bail et opérations assimilées		
Clients douteux nets	5 755 615	3 978 217
Créances rattachées sur opérations de crédit-bail et assimilées	3 274 372	4 933 797
Immobilisations en cours	623 717	1 725 452
Immobilisations en location nettes	909 118 063	809 115 072
Total	918 771 768	819 752 537
Opérations de location simple		
Clients douteux nets	3 196 614	2 388 831
Créances rattachées sur opérations de location simple	667 172	654 859
Immobilisations en cours		
Immobilisations en location nettes	147 781 757	158 134 037
Total	151 645 543	161 177 727

– Provisions pour dépréciations Actif (en euros).

Activité crédit-bail et location foncière :

Poste d'actifs concernés	Charges	Produits	N-1	Dotations	Reprises	N
Provisions pour dépréciation des immob						
Louées à des clients douteux			650 335	594 239	617 852	626 721
Prov. Pour dépréciation des immob TNL			1 724 430	1 083 795	1 349 584	1 458 641
Provisions pour dépréciation créances			26 178 428	16 608 793	6 743 750	36 043 471
Total			28 553 193	18 286 827	8 711 186	38 128 833

Immobilisations en location :

(En euros)	Montant brut début ex.	Acquisitions	Cessions	Transferts	Montant brut fin ex.
Crédit bail et LOA	1 593 664 311	488 362 482	303 468 340	22 800	1 778 581 253
Eléments corporels	1 591 938 859	487 738 765	301 742 888	22 800	1 777 957 536
Immobilisations en cours	1 725 452	623 717	1 725 452	0	623 717
Locations simples	413 423 788	77 948 849	102 956 731	-22 800	388 393 106
Eléments corporels	413 423 788	77 948 849	102 956 731	-22 800	388 393 106
Immobilisations en cours	0			0	0
Total	2 007 088 099	566 311 331	406 425 071	0	2 166 974 359

(En euros)	Montant brut début ex.	Acquisitions	Cessions	Transferts	Montant brut fin ex.
Amort. immob. en CB / LOA	781 974 072	329 122 351	243 257 391	0	867 839 032
Amort. immob. Locations Simples	253 764 701	73 403 052	87 641 327		239 526 426
Total	1 035 738 772	402 525 403	330 898 717	0	1 107 365 458

Note 3. – Immobilisations incorporelles et corporelles.**– Variations ayant affectées les valeurs brutes.**

Immobilisations	Montant brut début ex.	Acquisitions	Cessions	Montant brut fin ex.
Incorporelles	22 292 901	3 479 678	852 290	24 920 290
Corporelles	13 496 531	71 932	13 047	13 555 416
Total	35 789 432	3 551 610	865 337	38 475 706

– Variations ayant affectées les postes d'amortissements et de provisions.

Amortissements Immobilisations	Montant brut début ex.	Dotations	Reprises	Montant brut fin ex.
Incorporelles	17 621 588	2 669 022	0	20 290 609
Corporelles	7 899 775	943 627	0	8 843 402
Total	25 521 362	3 612 649	0	29 134 011

Note 4. – Durée résiduelle des emplois et des ressources.

(En euros)	D < 1 an	1 an <= 5 ans	D > 5 ans	Total
Créances s/ établissements de crédit	255 767	0	0	255 767
Créances s/ clientèle	9 341	62 121 943	0	62 131 284
Total actif	265 108	62 121 943	0	62 387 051
Dettes s/ établissements de crédit	397 110 466	608 335 963	17 449 930	1 022 896 359
Dettes subordonnées	0	0	0	0
Total passif	397 110 466	608 335 963	17 449 930	1 022 896 359

Note 5. – Opérations avec les entreprises liées.

Bilan (En euros)	N	N-1
Actif		
Comptes ordinaires réseau	255 767	215 889
Créances Sociétés Groupe - Cptes courants	1 500 200	1 500 200
Titres de participation	6 545 300	6 545 300
Titres de participation	739 800	739 800
Charges constatées d'avance	0	0
Produits à recevoir		
Autres comptes d'actif		
Passif		
Comptes ordinaires	46 163 867	52 186 602
Comptes & emprunts à terme	975 590 672	865 818 656
Dettes rattachées à terme	1 141 820	991 288
Comptes de régularisations		
Autres comptes de passif	108 599	78 515
	964 144	
	30 040	73 432
Produits constatés d'avance		
Hors bilan		
Engagements reçus	31 645 389	27 016 614
Résultat		
Produits :		
Intérêts s/ comptes ordinaires débiteurs		
Autres produits prestations services financiers		
Charges refacturées autres services ext.		
Reprise dépréciations c/c filiales		
Produits s/engagements donnés		
Provisions risques/charges filiales		
Charges :		
Intérêts s/ emprunts	29 556 028	25 198 333
Commissions d'apport	188 245	151 757
Services extérieurs fournis par groupe		
Honoraires, sous-traitance & prestations	358 254	
Honoraires, sous-traitance & prestations	636 362	
Honoraires, sous-traitance & prestations	171 497	
Honoraires, sous-traitance & prestations	21 900	25 551
Provisions dépréciations c/c filiales		
Provisions risques/charges filiales		

Note 6. – Portefeuille titres.

Ventilation portefeuille (En euros)	Avance en compte courant		Participation	
	N	N-1	N	N-1
Ecureuil Service			6 545 300	6 545 300
ALT	1 500 200	1 500 200	739 800	739 800
Total	1 500 200	1 500 200	1 500 200	1 500 200

– Provision pour dépréciation des titres.

Dénomination	Exercice N-1	Dotation	Reprise	Exercice N
Ecureuil Service	0		0,00	0
ALT	0			0
Total	0	0	0	0

Tableau des filiales et participations.

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consentis par Sté	Cautions et avals donnés par Sté	CA HT du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par Sté dans l'exercice
A - Renseignements détaillés concernant les filiales et participations Filiales plus 50% détenu										
Ecureuil Service	629 000	- 4 034 668	100%	6 545 300	6 545 300			29 782 567	- 4 605 253	0
ALT	200 000	1 768 702	100%	739 800	739 800	1 500 200		12 381 728	86 818	0
Filiales moins de 50% détenus	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
B - Renseignements globaux concernant autres filiales										
Filiales françaises										0
Filiales étrangères										

Note 7. – Intérêts courus ou échus ou à payer, inclus dans les postes du bilan.

(En euros)	Actif N	Actif N-1	Passif N	Passif N-1
Dettes envers établissements de crédit	0	0	1 141 820	991 288
Créances s/ établissements de crédit	0	0	0	0
Total	0	0	1 141 820	991 288

Note 8. – Comptes de régularisation.

(En euros)	Actif N	Actif N-1	Passif N	Passif N-1
Produits à recevoir	1 488 798	2 608 581		
Charges constatées d'avance	26 971 579	20 629 462		
Comptes de régularisation divers	0	0	0	0
Charges à payer			3 448 411	2 958 866
Produits constatés d'avance			126 706 736	122 206 409
Total	28 460 377	23 238 043	130 155 148	125 165 275

Produits à recevoir : ils sont composés essentiellement de loyers à percevoir pour 1 381 K€ soit 675 K€ pour CB et 706 K€ pour LS

Produits constatés d'avance : l'accroissement de ce compte s'explique par l'accroissement de notre production CBM et du maintien de l'encours de l'activité LS

Charges à payer : elles se détaillent à hauteur de 3 448 K€, comme suit :

- Provision pour congés payés et RTT : 483 K€ + 395 K€
- Provision pour intéressement : 776 K€
- Provision pour charges sociales sur primes, intéressement et RTT : 900 K€
- Charges à payer s/honoraires : 12 K€
- Charges à payer s/impôts : 28 K€
- Primes et gratifications : 853 k€

Note 9. – Autres actifs et passifs.

(En euros)	Actif N	Actif N-1	Passif N	Passif N-1
Créances douteuses s/titres				
Impôts et taxes	3 477 712	1 891 337	7 978 014	6 768 608
Débiteurs divers	18 473 039	23 415 213		
Clients Dépôts de Garantie			968 104	1 013 384
Créditeurs divers			4 460 580	4 636 503
Dettes rattachées créd. divers				
Total	21 950 751	25 306 550	13 406 698	12 418 495

Dans le poste débiteurs divers ; mes acomptes fournisseurs représentent 14 428 K euros.

Note 10. – Situation nette.

La situation nette a évolué comme suit pendant l'exercice.

(En euros)	Début EX	Affectation résultat N-1	Augmentation	Diminution	Fin EX
Capital appelé	32 293 310				32 293 310
Prime fusion	352 083				352 083
Réserve légale	66 511				66 511
Réserves statutaires					0
Report à nouveau	20 016 397	-25 992 952	21 221 318		15 244 763
Subvention investissement brute	1 605 874		50 000		1 655 873
Subvention rapportée au résultat	-1 311 029		-124 336		-1 435 365
Résultat n-1	-25 992 952	25 992 952			0
Distribution de dividendes	0				0
Résultat n			-22 931 207		-22 931 207
Situation nette	27 030 194	0	-1 784 225	0	25 245 968

Le capital se compose de 922 666 titres de 35 euros de nominal. Aucun dividende n'a été versé aux actionnaires.

Variation de la réserve latente.

La réserve latente est déterminée par la différence entre la valeur nette financière et la valeur nette comptable des immobilisations louées.

(En euros)	Montant
Encours financier à la fin de l'EX N	1 346 274 323
Valeur nette comptable à la fin de l'EX N	- 1 050 786 080
Variation provisions exceptionnelles S/ douteuses	- 299 856
Montant avant IS	295 188 387
Réserve latente avant IS à la fin de l'EX N-1	264 541 794
Réserve latente avant OS à la fin de l'EX N	295 188 387
Dotation de l'exercice	30 646 592

Hors bilan et opérations assimilées.**Note 11. – Engagements financiers et sûretés réelles données.****– Engagements donnés par l'entreprise.**

(En euros)	N	N-1
Ouvertures de crédit confirmées	44 966 474	44 107 643
Garanties	411 693 205	411 457 449

Ces ouvertures représentent uniquement des contrats signés non débloqués à la fin de de l'exercice N. Les engagements de garanties donnés sont des créances mobilisées auprès de la Banque de France.

Les engagements donnés de hors bilan de 411 693K€ correspondent à la mise en garantie des contrats de CBM nécessaire à l'opération de refinancement collatéralisé "Capitole Master FCT"/

Cette opération vise à mettre en garantie un portefeuille d'actifs détenue par Capitole Finance au travers d'un FCT.

– Engagements reçus par l'entreprise.

(En euros)	N	N-1
Avals, cautions et garanties reçus d'établissements financiers :		
Contre-garanties	180 746	296 525
Autres garanties reçues :		
Gages et Hypothèques	36 294 858	31 725 895
Engagements reçus pour utilisation :		
Engagement reçu de trésorerie	13 836 133	7 813 398

Note 12. – Effectif moyen employé pendant l'exercice.

(En euros)	N	N-1
Cadres	97	91
Employés et agents de maîtrise	77	76
Total	175	168

Note 13. – Situation fiscale latente.

(En euros)	N	N-1
Sur réserve latente	76 233 306	68 317 291
Sur amortissements dérogatoires	0	0
Total	76 233 306	68 317 291

Compte de résultat.

Note 14. – Produits et charges sur opérations de crédit-bail et assimilées, sur opérations de location simple et de crédits à la consommation.

(En euros)	Charges N	Charges N-1	Produits N	Produits N-1
Operations crédit-bail et assimilées				
Produits				
Loyers			316 413 736	292 499 070
Indem. De résiliation et produits douteux			19 283 073	13 924 990
Reprise de prov. Sur immobilisations			763 572	563 803
Plus-values de cessions			51 879 987	48 952 006
Autres produits			729 306	1 540 955
Charges				
Dotations aux amortissements	329 122 351	302 442 582		
Dotations prov.sur immobilisations	914 441	731 423		
Charges sur douteux	14 144 982	10 052 580		
Moins-values de cessions	17 535 671	25 797 598		
Autres charges	594 872	30 590		
	362 312 317	339 054 773	389 069 674	357 480 823
Operations location simple				
Produits				
Loyers			83 103 730	87 460 522
Indem. De résiliation, produits douteux			5 926 156	5 838 340
Plus-values de cession			9 345 617	11 093 357
Reprise de prov. Sur immobilisations			1 203 864	622 969
Charges				
Dotations aux amortissements	73 403 052	80 925 058		
Dotations prov.sur immobilisations	763 593	1 183 560		
Charges sur douteux	5 305 713	5 167 863		
Moins-values de cessions	5 841 139	7 189 700		
Autres charges	14	0		
	85 313 510	94 466 180	99 579 367	105 015 187
Operations de crédit a la conso.				
Intérêts s/prêts à la consommation			2 461 574	1 613 340
Autres			0	0
			2 461 574	1 613 340
Intérêts et charges assimilées				
Intérêts s/ prêts et emprunts	28 475 393	23 290 384		
Autres	1 080 635	1 907 949		
	29 556 028	25 198 333	0	0

L'accroissement de la production persiste en 2025 sur l'activité CBM. Il y a un maintien de la production en 2025 sur l'activité LS.

La production de crédit à la consommation est stoppée. En revanche, nous avons de nouvelles activités sur la société CF – CREDIT : Cession de créances & Crédit amortissable.

Note 15. – Commissions et charges assimilées s/ opérations avec établissements de crédit.

(En euros)	Charges N	Charges N-1	Produits N	Produits N-1
Produits				
Prestations de gestion			2 146	3 107
Charges				
Commissions	11 633 760	9 583 848		
Autres	176 224	145 397		
Total	11 809 984	9 729 245	2 146	3 107

Les charges de commissions représentent des commissions d'apport.

L'augmentation de ces commissions est liée à la forte production 2025 sur l'activité LIZAUTO.

Note 16. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire.

(En euros)	Charges N	Charges N-1	Produits N	Produits N-1
Produits				
Produits rétrocedées			1 777 262	2 231 038
Intérêts sur fonds de garantie des dépôts				
Produits divers			1 258 203	1 312 866
Charges				
Charges rétrocedées	1 778 785	2 225 139		
Charges diverses d'exploitation bancaire	109 677	133 498		
Total	1 888 462	2 358 637	3 035 464	3 543 904

Produits divers : ils sont essentiellement liés aux commissions perçues par CF au titre de la commercialisation de contrats d'assurances et à la participation bénéficiaire perçues des compagnies au titre de la faible sinistralité des contrats.

Se trouvent aussi dans ce poste, les indemnités judiciaires et les subventions reçues.

Produits et charges rétrocedées : ils sont principalement constitués des refacturations liées aux droits de navigation, aux cartes grises et aux frais d'entretien et de maintenance.

Note 17. – Charges générales d'exploitation.**– Frais de personnel.**

(En euros)	N	N-1
Salaires et traitements	9 400 633	8 751 760
Charges de retraite	737 960	715 692
Autres charges sociales	4 852 127	4 407 707
Impôts et taxes sur rémunérations	431 126	430 603
Dotations provision pour risques et charges	200 000	65 988
Reprise provision pour risques et charges	-232 445	-126 451
Total	15 389 400	14 245 298

Dotations provision pour risques et charges : Dot. Prov.RC.

Reprise provision pour risques et charges : reprise litige RH.

– Autres frais administratifs.

(En euros)	N	N-1
Fournitures de bureau	79 904	111 713
Loyers et charges locatives	352 400	386 666
Impôts et taxes	218 535	53 660
Jetons de présence	12 180	12 000
Transports et déplacements	404 953	413 643
Documentation	21 134	12 245
Dons et cotisations	83 409	50 639
Honoraires et frais d'actes	910 153	747 514
Maintenance informatique et entretien	1 421 383	1 236 793
Personnel intérimaire	0	0
Communication et publications	591 854	587 401
Missions réception	256 586	206 120
Frais divers	3 186 293	2 042 501
Total	7 538 786	5 860 894

Impôts et taxes : pas de C3S payée en 2025 (application norme IFRIC21, Les taxes qui étaient auparavant étalées et dont le fait générateur a changé ont été comptabilisés en totalité en charges dès le 31/03/15.)

Honoraires et frais d'acte : augmentation de 22 % des honoraires ctx

Maintenance informatique et entretien : Recours plus important aux prestataires informatiques pour développement internes (SOPRA, TW, B&D, Salesforces) & rattachement Cercle de confiance BPCE (2025 année pleine). Enjeux stratégiques comme la digitalisation des reportings, décommissionnement LIZDRIVE, etc....

Note 18. – Coût du risque.

(En euros)	N	N-1
Dotations aux provisions sur opérations clientèle	0	-6 633
Pertes sur créances irrécouvrables	0	-7 062
Reprises de provisions sur opérations clientèle	796	12 091
Dotations provision pour risques et charges	-1 294 022	-1 304 841
Reprise provision pour risques et charges	1 634 930	1 990 601
Total	341 704	684 156

Note 19. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés.

(En euros)	N	N-1
Sur immobilisations corporelles	0	
Dépréciation des titres de participation	0	0
Dépréciation des comptes courants sur entreprises liées		
Provision pour charges sur titres de participation		
Total	0	0

IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.
(Exercice clos le 31 décembre 2025).

A l'assemblée générale de la société Capito Finance – Tofinso S.A.,

Opinion. – En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Capito Finance - Tofinso S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'audit.

Fondement de l'opinion :

Référentiel d'audit : Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Observation : Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2 de l'annexe des comptes annuels intitulée « Changements de méthodes comptables » qui précise l'application à compter de l'exercice ouvert au 1^{er} janvier 2025 du Règlement ANC n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit. – En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Dépréciation des crédits sur une base individuelle et risque de valorisation des immobilisations sur les opérations de crédit-bail mobilier, locations avec option d'achat et locations financières.

Risque identifié	Notre réponse
<p>Votre société est exposée aux risques attachés à la valeur résiduelle des immobilisations qu'elle porte dans le cadre de ses activités de crédit-bail, de locations avec option d'achat et de locations financières ainsi qu'à un risque de crédit.</p> <p>En effet, les encours de votre société relatifs à ces activités représentent un poids significatif de son bilan, et des pertes de valeur des actifs loués pourraient avoir un impact important sur sa situation financière en cas de défaillance des locataires et de vente des biens.</p> <p>La couverture comptable des risques attachés à la valeur résiduelle des immobilisations (louées et non louées) et au recouvrement des loyers impayés est matérialisée, d'une part, par des provisions de passif et, d'autre part, par des dépréciations individuelles des biens et des encours impayés afférents à des clients douteux et contentieux.</p> <p>Les actifs liés aux activités de crédit-bail mobilier, de locations avec option d'achat et de locations financières représentent une valeur nette de M€ 1 070 au 31 décembre 2025. Les dépréciations individuelles attachées à la valeur des biens et aux loyers impayés douteux et contentieux sont de M€ 38,1 et les provisions de passif de M€ 8,1.</p> <p>Pour plus de détails sur les principes comptables, se référer à la note 1 et 2 de l'annexe et la note 1) j) des informations sur les règles et méthodes comptables.</p> <p>Nous avons considéré les risques de valorisation attachés aux encours liés à l'activité de crédit-bail, de location avec option d'achat et de locations financières comme un point clé de l'audit en raison de leur poids très significatif dans le bilan, puisqu'ils en représentent 90 %, et de l'importance du jugement dans le processus d'estimation des valeurs résiduelles.</p>	<p>Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons examiné le dispositif de contrôle et testé la conception et l'efficacité des contrôles clés relatifs au recensement des expositions et au suivi des risques attachés aux encours que votre société porte dans le cadre de ses activités de crédit-bail, de location avec option d'achat et de location financière.</p> <p>Concernant les dépréciations individuelles sur encours douteux et contentieux, nos travaux ont consisté en la réalisation de tests de contrôle du dispositif d'identification et de suivi des contreparties, du processus de revue et du dispositif de valorisation des garanties. Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers, nous avons réalisé des analyses contradictoires des provisions en appréciant le caractère raisonnable de la valorisation des immobilisations liées aux activités susnommées.</p> <p>Concernant les dossiers sains, nous avons examiné que les risques attachés à la valeur résiduelle étaient identifiés par typologie de marché (LIZAUTO, LIZMER, LIZEQUIP). Nous avons ainsi examiné que votre société avait mis en place des outils de suivi permettant l'analyse et l'évaluation de ces valeurs résiduelles.</p> <p>Enfin, nous avons observé les données et les tendances historiques (sur la base des exercices précédents), afin d'appréhender la maîtrise des risques attachés à la valeur résiduelle des immobilisations rattachées aux activités de crédit-bail mobilier, de location avec option d'achat et de location financière de votre société.</p>

Vérifications spécifiques. – Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise.

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du directoire consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires.

Désignation des commissaires aux comptes. – Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Cap itole Finance - Tofinso S.A. par l'assemblée générale du 29 avril 2022 pour le cabinet FORVIS MAZARS SAS et du 30 avril 2025 pour le Cabinet SYGNATURES SAS.

Au 31 décembre 2025, le cabinet FORVIS MAZARS SAS dans la quatrième année et le cabinet SYGNATURES SAS dans la première année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.

Objectif et démarche d'audit. – Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations

et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit. – Nous remettons au Comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du Code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Labège et Toulouse le 16/04/2026

Les Commissaires aux comptes :

SYGNATURES

Laure MULIN
Associé

Forvis Mazars S.A.

Hervé KERNEIS
Associé

V. — Rapport de gestion.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société, 2839 La Lauragaise, 31670 Labège.